

**RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE  
DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP  
A LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

\*\*\*

**INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES**

\*\*\*

Le présent dossier de candidature est composé des documents suivants :

- le dossier à compléter ;
- la liste des directions offertes ;
- la fiche d'information sur le métier d'inspecteur des Finances publiques.

**Date limite de dépôt des dossiers de candidature :  
30 janvier 2020**

(cachet de réception)

**RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE  
HANDICAP A LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**\*\*\***

**DOSSIER DE CANDIDATURE  
à un emploi d'INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES  
à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020**

**Date limite de dépôt des candidatures : le 30 janvier 2020**

**1 - Directions sollicitées**

(classées par ordre de préférence décroissant)

*Se reporter à la liste des directions proposées  
jointe au dossier de candidature.*

| Choix | Département<br>ou Code dir° | Libellé Direction<br>(ex : DDFIP de l'Ain) | <i><b><u>Vous devez déposer autant de dossiers que<br/>de directions sollicitées, dans la limite de<br/>5 directions.</u></b></i>   |
|-------|-----------------------------|--|---|
| 1 -   | .....                       | .....                                      | <i><b>Aucune copie de votre dossier ne sera faite<br/>pour les autres directions sollicitées.</b></i><br><i><b>Attention : le classement des directions par<br/>ordre de préférence doit être identique<br/>pour tous les dossiers déposés sous peine<br/>de rejet de la candidature.</b></i> |
| 2 -   | .....                       | .....                                      |   |
| 3 -   | .....                       | .....                                      |   |
| 4 -   | .....                       | .....                                      |   |
| 5 -   | .....                       | .....                                      |   |

**2 - Renseignements concernant le candidat**

M. Nom de naissance : .....

Mme Nom d'usage : .....

Prénoms : .....

Né(e) le : ..... / ..... / 19.....

à ..... (ville – département) ..... (pays si naissance hors de France)

N° de Sécurité Sociale : / / / / / / / / / /

Nom et prénom du père : ..... né le : ...../...../.....

Nom de naissance et prénom de la mère : ..... née le : ...../...../.....

Adresse : .....  
.....  
Code postal : ..... Localité : .....

Téléphone Domicile : ..... - ..... - ..... - ..... - ..... Portable : ..... - ..... - ..... - ..... - .....  
Adresse électronique : .....

Situation familiale :  Célibataire  Marié(e)  Concubin(e)  Pacsé(e)  
 Divorcé(e)  Séparé(e)  Veuf(e)

Nombre d'enfants à charge : .....

Le cas échéant, exercez-vous une activité professionnelle ?  oui  non

Si oui laquelle ? : .....

Dans quel secteur ? :  privé

public (**Attention : ce recrutement n'est pas offert aux personnes ayant la qualité de fonctionnaire titulaire**)

Dans quelle localité ? : .....

Diplôme ou titre professionnel le plus élevé reconnu, visé ou délivré par l'Etat :  
.....

Comment avez vous eu connaissance de ce recrutement? :  courriel de « [lettreinfo@hanploi.com](mailto:lettreinfo@hanploi.com) » avec lien sur le portail du ministère de l'économie et des finances  
 site internet (lequel ?) : .....  
 presse  autre : .....

**3 - Pièces à joindre au dossier de candidature**

1 -  lettre de motivation ;

2 -  curriculum vitae ;

3 -  photocopie recto verso d'une pièce d'identité justifiant de la nationalité française ou d'une pièce justifiant que vous êtes ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen (c'est-à-dire de l'un des Etats suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni selon condition de sortie de l'union européenne, Slovaquie, Slovénie, Suède ou de la Suisse). Un certain nombre d'emplois auxquels conduisent les concours sont réservés aux seuls ressortissants français. Ces emplois sont ceux qui présentent des prérogatives de puissance publique.

- 4 -  une des pièces indiquées ci-après justifiant être bénéficiaire de l'obligation d'emploi :
- notification de la décision de la CDAPH ou de la COTOREP reconnaissant la qualité de travailleur handicapé ou attestation de demande de reconnaissance en cours,  
(Date de validité de la reconnaissance : du ...../...../..... au ...../...../.....)
  - pour les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 %, l'attestation de versement d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire,
  - attestation de versement d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain,
  - attestation de versement d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 modifiée relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service,
  - copie de la carte « mobilité inclusion » portant la mention « invalidité » telle que définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles,
  - attestation de versement de l'allocation aux adultes handicapés,
  - pour les anciens militaires et assimilés, l'attestation de versement d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.
- 5 -  copie du titre professionnel ou diplôme de niveau II minimum reconnu, visé ou délivré par l'Etat (ex : licence)  
Intitulé du titre ou diplôme : .....  
délivré le ...../...../..... par .....
- 6 -  un justificatif de la participation à la « journée défense et citoyenneté » **uniquement pour les candidats âgés de moins de 25 ans** à la date du recrutement. Si cette obligation n'a pas encore été effectuée, fournir l'attestation provisoire « en instance de convocation » à la JDC, ou l'attestation individuelle d'exemption, ou l'attestation de situation administrative (en cas de perte du justificatif).

A ....., le .....

(signature du candidat)

#### **4. Où déposer votre dossier de candidature ?**

Vous adresserez vos dossiers de candidature aux *directions sollicitées* (les coordonnées figurent sur la liste des directions offertes pour le poste d'inspecteur des Finances publiques jointe au dossier de candidature).

***Vous devez déposer autant de dossiers que de directions sollicitées, dans la limite de 5 directions pour un emploi d'inspecteur des Finances publiques.***

***Aucune copie du dossier ne sera faite pour les autres directions demandées.***

**Date limite de dépôt des dossiers de candidature le 30 janvier 2020**

**(Cachet de la poste faisant foi)**

**Tout dossier incomplet et/ou transmis hors délais sera rejeté.**

#### **5. Quelle suite sera donnée à votre candidature ?**

Les candidatures feront l'objet d'un premier examen à la suite duquel les directions pourront convoquer les candidats sélectionnés à un *entretien*.

A cette occasion, la Direction générale des Finances Publiques vérifie la *validité des pièces du dossier de candidature* ainsi que les conditions générales d'accès aux emplois publics (nationalité, droits civiques, casier judiciaire et position régulière au regard de la « journée défense et citoyenneté »).

Les candidats non sélectionnés sont avisés par les directions du rejet de leur candidature.

Le recrutement des candidats *retenus à l'issue des entretiens* est ensuite subordonné à la *vérification de leur aptitude à un emploi public de l'État et la compatibilité de leur handicap avec l'emploi postulé par un médecin agréé*.

En l'absence de tout empêchement, il est procédé à la *signature du contrat* d'engagement (contrat à durée déterminée d'un an, à l'issue duquel le candidat a vocation à être titularisé).